

Recherches sociographiques



Camil GIRARD, *Question d'Empire : le " Times " de Londres et le Canada, 1908-1922*

Richard Jones

Volume 31, Number 1, 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056489ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056489ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Jones, R. (1990). Review of [Camil GIRARD, *Question d'Empire : le " Times " de Londres et le Canada, 1908-1922*]. *Recherches sociographiques*, 31(1), 88–90.
<https://doi.org/10.7202/056489ar>

premier reproche que nous lui adresserions. Au lendemain du vingtième anniversaire de la Crise d'octobre, le lecteur retiendra que l'auteur y a vu une accumulation «d'in vraisemblables mensonges» et que ce fut le point de départ de son adhésion à la cause de la souveraineté du Québec. (P. 168.) Pas plus que Weber, l'auteur ne préconise le mutisme comme règle pour le savant quand sa société d'appartenance est en situation de crise. À condition bien sûr de ne pas se tromper de forum lorsqu'on choisit la voie de l'action.

À tour de rôle, les rêves de l'auteur se sont heurtés à l'opacité du réel, à l'ambiguïté du social, à leur commune capacité de résistance au changement. Ses déceptions auront été nombreuses: l'asphyxie de l'Action catholique, l'épuisement d'une certaine forme de syndicalisme, la découverte du vrai visage du communisme et la trahison systématique que représentent pour lui les pays du socialisme réel. Sans compter la dérive bureaucratique qui a saboté une bonne partie des recommandations de la commission Parent, et l'échec, pour l'instant du moins, du projet de souveraineté pour le Québec. Guy Rocher me semble beaucoup trop laconique à propos de ces deux derniers phénomènes; voilà un reproche additionnel au dossier de ces entretiens. S'il a dû supporter bien des mécomptes, l'auteur ne semble pas partager cette amertume qui a été le lot de plus d'un intellectuel québécois au cours des années quatre-vingt. En côtoyant Max WEBER, il a découvert la lourdeur, la complexité de ce qui se situe entre les rêves et l'histoire, il a appris que ceux qui osent se lancer dans l'action «doivent s'armer de la force d'âme qui leur permettra de surmonter le naufrage de tous leurs espoirs». (*Le savant et le politique*, p. 201.)

Guy LAFOREST

*Département de science politique,
Université Laval.*

Camil GIRARD, *Question d'empire: le «Times» de Londres et le Canada, 1908-1922*, Jonquières, Sagamie/Québec, 1988, 245 p.

Dans cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat soutenue à la Sorbonne en 1982, Girard cherche à dégager la position de l'influent (mais pas nécessairement beaucoup lu) quotidien *Times* de Londres sur les questions touchant le Canada. La période couverte est sans conteste d'un grand intérêt: en effet, la guerre et l'après-guerre ébranlent sérieusement l'empire alors que les dominions (dont le Canada) s'affirment de plus en plus et cherchent à acquérir un statut véritablement autonome par rapport à la mère patrie. Le *Times* défend alors avec vigueur le système impérial et publie régulièrement des reportages venant de ses correspondants au Canada, dont le plus célèbre demeure sir John Willison, journaliste au *Globe*, puis au *News* de Toronto.

À l'aide de répertoires, Girard a relevé quelque 35 000 articles relatifs au Canada publiés dans le *Times*. L'échantillon final n'en retenait que 4 000, y compris tous les éditoriaux pertinents. L'auteur a dépouillé également plusieurs fonds d'archives, tel que le fonds Willison aux Archives publiques du Canada ainsi que les archives du *Times*. Il présente

son analyse en trois parties selon un plan chronologique : 1908-1914, la guerre se prépare ; 1914-1918, la Première Guerre mondiale fait rage ; l'après-guerre de 1919-1922, l'unité nationale se reconstruit au Canada, tandis que l'empire britannique s'affaiblit.

Déjà la préface de Claude Fohlen, professeur d'histoire nord-américaine à la Sorbonne et directeur de la thèse, commet, en l'espace de quelques lignes, de nombreux impairs : les Canadiens français constitueraient « plus de 40 % de la population canadienne », plutôt que seulement 28,6 % comme le montre clairement un tableau du livre ; le conflit des écoles manitobaines aurait été davantage une affaire de langue que de religion ; la « forte poussée de l'immigration anglophone et allophone en direction de l'Ouest » aurait eu quelque chose à voir avec la question des écoles ontariennes ; l'afrikander serait le nom d'une langue et non celui d'une personne qui parle l'afrikaans ; la loi de 1867 s'appellerait « l'acte britannique de l'Amérique du Nord » plutôt que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Décidément, Girard aurait amélioré son livre en l'amputant de ce morceau !

Quant au corps de l'ouvrage, malgré le travail considérable de l'auteur, il se révèle assez modeste. La correspondance entre le *Times* et Willison, tout intéressante qu'elle soit, ne fait que confirmer ce que d'autres monographies nous ont déjà appris sur la carrière et les idées du journaliste. On a déjà beaucoup étudié les impérialistes britanniques, et, à part les divergences entre le journal et son collaborateur après la guerre, on ne peut vraiment pas dire que le quotidien surprend. Girard affirme y trouver une véritable « idéologie ». Force nous est de constater qu'à bien des égards le *Times* n'est pas à proprement parler idéologique. Il exprime son avis sur telle ou telle question canadienne, que ce soit les relations commerciales avec les États-Unis, la marine, les chemins de fer ou l'immigration, mais une idéologie est bien plus qu'un assemblage d'opinions. À ce sujet, le caractère du journal n'a peut-être pas bien servi les intérêts de l'auteur.

Sur une multitude de sujets, le *Times* ne donne même pas de point de vue, mais simplement un récit factuel dont le lecteur contemporain ne retiendra rien, puisque les événements ont déjà été analysés en long et en large par les historiens. Bref, le *Times* rend compte ! Qu'il rapporte que Meighen réorganise son cabinet en 1921 et choisit trois Canadiens français revêt quelle importance particulière, eu égard aux objectifs de cette étude ? Qu'il cite textuellement Meighen au sujet de l'embargo sur les bestiaux nous éclaire de quelle manière ? Que retenir au juste de toutes ces relations ?

Même quand il s'agit de définir les opinions du quotidien, certains problèmes se posent. Il y a, d'abord, bien sûr les positions éditoriales. On trouve aussi les articles du Torontois Willison qui à certains moments se montre plus impérialiste que le journal. Mais, d'autres « nouvelles » proviennent d'autres correspondants canadiens ou journalistes britanniques. Lorsque Girard parle de l'idéologie du *Times*, il ne distingue pas assez quel est le signataire des textes.

Qui pis est, l'ouvrage présente de très nombreuses et souvent longues citations du *Times*, en anglais évidemment, ce qui coupe sans cesse le fil. Par ailleurs, il est dommage qu'on n'ait pu éliminer le très grand nombre de fautes typographiques et orthographiques qui agacent la lecture. N'aurait-il pas été possible également d'être plus rigoureux dans la préparation des références ? Il faut décider quels renseignements bibliographiques on souhaite donner et dans quel ordre. Une référence, telle que John C. HOPKINS, *The Canadian Annual Review*, sans année ni page, ne sera utile à personne ; la suivante, *Ibid.*, non plus ! Un travail

d'édition soigné n'aurait pas fait autrement que de contribuer à la valeur rédactionnelle de l'ensemble!

Richard JONES

*Département d'histoire,
Université Laval.*

Jean-William LAPIERRE, *Le pouvoir politique et les langues. Babel et Léviathan*, Paris, Presses universitaires de France, 1988, 299 p.

Écrit dans une langue simple, claire, limpide, exempte de tout jargon, ce qui pourrait constituer une sorte de défense et d'illustration du français en sciences sociales et qu'on souhaiterait voir partagée par tous les sociologues francophones, ce livre mérite l'attention de tous les Québécois (et ils semblent nombreux par les temps qui courent) qu'intéressent les politiques linguistiques, les interventions de l'État en matière de langue, en somme les rapports entre pouvoir politique et langues. Et cette attention, l'ouvrage la mérite non seulement en raison des pages qu'il consacre aux situations québécoise et canadienne, mais encore en raison des horizons qu'il ouvre, de l'ampleur du champ d'observation, à l'échelle du globe et aux dimensions de l'histoire, sur lequel il cherche à fonder sa réflexion, tout comme de certaines questions fondamentales qu'il soulève. Des pointes d'humour viennent même ajouter du piquant à une étude qui pourrait être austère autrement...

Pour Lapierre, le récit biblique de la tour de Babel donne à penser que «la pluralité des langues humaines est un obstacle, une limite à la volonté de puissance politique qui aspire à la domination universelle, et qui glorifie l'Unité» (p. 8):

[...] un seul peuple, une seule langue, sous un seul pouvoir souverain, n'est-ce pas le projet de tout État, la définition même de toute Nation (au sens moderne du mot), le but de tout Empire et de toute hégémonie mondiale, bref la raison d'être de tous nos modernes Léviathan? (P. 10.)

Mais puisque subsiste la pluralité des langues, comment «grands et petits Léviathan font-ils pour briser, contourner, surmonter, endurer, éroder cet obstacle, ou s'en accommoder?» (P. 11.)

La première des deux parties du livre porte sur la langue comme objet de décisions politiques parce qu'instrument du pouvoir. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, l'histoire nous enseigne que, dans le contexte de la formation des «États-Nations» européens (Espagne, Angleterre, France), ce n'est pas d'hier que les gouvernements sont intervenus en cette matière. Fait à signaler: «sauf cas exceptionnels, la tendance à l'unification linguistique imposée par le pouvoir est générale dans l'histoire des États modernes». (P. 27.) Mais si, «ressource à la fois pratique et symbolique» (p. 257), «la langue est affaire d'État» (p. 37), il s'en occupera cependant différemment selon qu'il se rapproche davantage d'un des pôles que constituent le «modèle de l'État fédératif» et celui de «l'État unitaire». Pour l'auteur, ces deux extrêmes ne sont que des «types idéaux» au sens wébérien, qu'on ne trouve jamais tels quels dans la réalité, à telle enseigne même que «dans la dialectique de l'unité politique